

Entretien avec Françoise Zonabend

Propos recueillis par Bruno Villalba et Anne Both

Bruno Villalba et Anne Both



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11662>

DOI : [10.4000/etudesrurales.11662](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.11662)

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2017

Pagination : 42-51

ISBN : 978-2-7132-2700-4

Référence électronique

Bruno Villalba et Anne Both, « Entretien avec Françoise Zonabend », *Études rurales* [En ligne], 200 | 2017, mis en ligne le 16 mars 2018, consulté le 16 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11662> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.11662>



**Françoise Zonabend, anthropologue au Laboratoire
d'anthropologie sociale. Photo : DR**

Bruno Villalba
Anne Both

Entretien avec Françoise Zonabend

Secrétaire de rédaction aux débuts d'Études rurales (du n°33, daté de janvier-mars 1969 au n°40 daté d'octobre-décembre 1970), puis membre de son comité de rédaction (1971-1996), Françoise Zonabend, anthropologue au Laboratoire d'anthropologie sociale (LAS) a été associée à 110 numéros de la revue.

La rédaction : Comment êtes-vous devenue secrétaire de rédaction à *Études rurales* ?

Françoise Zonabend : Le milieu anthropologique était un milieu étroit. Quand j'ai fait le certificat d'ethnologie, j'ai rencontré d'autres jeunes chercheurs comme Michel Izard ou Françoise Héritier avec lesquels je suis restée en relation puisqu'on suivait, tous, le séminaire de Claude Lévi-Strauss à l'EPHE (l'École pratique des hautes études). Je travaillais à l'époque dans une institution internationale où je m'ennuyais beaucoup. Michel Izard connaissait Isac Chiva qui cherchait quelqu'un pour travailler avec lui sur la revue *Études rurales* abritée au Laboratoire d'anthropologie sociale. J'ai postulé et j'ai été engagée. C'est donc par l'intermédiaire de Michel Izard que je suis entrée à la revue. J'avais entrepris une thèse qui n'était pas encore soutenue, après une enquête de terrain au Sénégal, mais pour des raisons familiales je ne voulais plus repartir en Afrique, aussi ce poste en sciences sociales, situé à Paris, m'intéressait. Je suis donc entrée d'abord, comme vacataire, à *Études rurales* et ensuite je suis devenue membre du laboratoire une fois ma thèse soutenue et nommée chef de travaux à l'EPHE, devenue l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales). Lorsque je suis passée maître de conférences, à l'EHESS, j'ai alors cessé de travailler directement pour la revue tout en restant membre du comité de rédaction. Dès 1966, le LAS s'engagea dans la Recherche coopérative

sur programme (RCP) du Châtillonnais¹ : c'est dans ce cadre que j'ai entrepris des enquêtes de terrain. Dans les années 1960, Lévi-Strauss, alors membre de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST), organe de financement de la recherche et initiateur des grandes enquêtes collectives sur la France, suggéra la région du Châtillonnais – après Plozévet et l'Aubrac – pour y poursuivre des études interdisciplinaires. Son laboratoire fut chargé d'y mener une monographie de village. Lévi-Strauss se tourna alors vers Chiva qui, après avoir fait le choix de la commune à étudier, laissa aux membres de l'équipe européeniste réunie au LAS, toute liberté pour conduire leurs travaux et les publier sous leur seule responsabilité. Lévi-Strauss a toujours souhaité qu'il y ait des anthropologues européenistes au LAS, il n'a jamais fait de différence entre ceux qui travaillaient sur les sociétés « complexes », dites encore « proches », et les autres, les « exotisants ».

L. R. : Comment s'organisait votre travail au sein de la revue ?

F. Z. : C'était très artisanal ! Le LAS, en 1962, était installé dans deux pièces exiguës² d'un l'hôtel particulier, racheté par l'Éducation nationale pour le musée Guimet et mis à disposition de la VI^e section de l'ΕΡΗΕ, 19 avenue d'Iéna. Quand Lévi-Strauss a fondé le laboratoire au Collège de France il n'y avait pas d'autre lieu pour l'accueillir aussi s'installa-t-il dans ces deux pièces : lui et Chiva dans l'ancienne salle de bains et les Files³ et les personnes qui s'en occupaient dans l'autre. Dans cette salle de bains, il n'y avait plus la baignoire ni le lavabo, mais la tuyauterie restait visible avec aux murs des carreaux très colorés ! Puis, on a déménagé en 1965 pour venir au Collège de France, place Marcellin-Berthelot. Là, la revue disposait d'un bureau.

L. R. : Vous avez été membre pendant 25 ans du comité de rédaction d'*Études rurales*...

F. Z. : Mais pendant longtemps, le comité ne se réunissait guère ! C'est quand même Chiva qui faisait le plus gros du travail rédactionnel. On distribuait

1. Cette recherche, placée sous la responsabilité scientifique de Georges-Henri Rivière, Jean Cuisenier, Isac Chiva et François Furet, s'est déroulée entre 1966 et 1970. Au LAS, elle se poursuivit jusqu'en 1978 et fut menée par quatre chercheuses : Tina Jolas, Marie-Claude Pingaud, Yvonne Verdier et Françoise Zonabend. Il en a découlé plusieurs publications individuelles et collectives [1990].

2. Voir les différentes étapes de l'installation du Laboratoire dans le petit livret, réalisé pour les 50 ans du Laboratoire d'anthropologie sociale (*Le Laboratoire d'anthropologie sociale. 50 ans d'histoire, 1960-2010*. Paris, Collège de France).

3. Les *Human Relations Area Files* est le plus grand fichier documentaire au monde d'ethnologie comparée, coordonné par George P. Murdock en 1947. Un exemplaire a été acquis par l'UNESCO pour la section des sciences économiques et sociales de l'ΕΡΗΕ. « Cette acquisition a permis de constituer un "Centre de Documentation d'Ethnologie comparée", installé auprès du Laboratoire d'anthropologie sociale (19, avenue d'Iéna, Paris-16^e) » [Gardin 1960 : 150].

parfois des textes à lire aux membres du comité qui donnaient leur avis. Puis avec Chiva ou la rédaction, nous discutons avec les auteurs d'éventuels remaniements. Le travail se faisait par contacts directs, les relations rédactionnelles n'étaient guère formelles !

L. R. : Pendant des années, la revue publiait quatre numéros par an⁴...

F. Z. : Oui, mais cela ne m'a jamais paru prenant. Au niveau de la revue les travaux se faisaient aisément parce qu'il y avait cette lecture faite par Chiva ou par quelques membres du comité, puis le secrétariat de rédaction travaillait les textes. Par ailleurs, la revue était éditée à l'École où une équipe était chargée de la relecture éditoriale et de sa fabrication. Il y avait beaucoup moins de charge pour l'équipe rédactionnelle au laboratoire.

L. R. : Comment les textes vous parvenaient-ils ? Les auteurs étaient-ils sollicités ou proposaient-ils leurs articles ?

F. Z. : On recevait beaucoup de textes et il y avait aussi des sollicitations. Chiva entretenait un large réseau de connaissances avec des chercheurs de différentes disciplines – historiens, sociologues, géographes — et puis, il y avait nombre de chercheurs européenistes qui participaient à son séminaire, connaissaient la revue et y publiaient. De plus, Chiva a fondé l'Association des ruralistes et la Mission du patrimoine ethnologique qui furent des lieux de rencontres et des viviers pour les publications. Il y eut aussi des numéros thématiques – la cueillette ou le paysage — coordonnés et dirigés par un ou plusieurs chercheurs, qui furent importants pour autant qu'ils permettaient d'explorer des pans de recherches souvent négligés. J'ai ainsi coordonné avec Jean Jamin, un numéro sur le texte ethnographique dont les prémisses sont issues du colloque à Toulouse⁵. Gérard Lenclud était alors directeur de la rédaction qui donna son accord pour en faire un numéro d'*Études rurales*.

L. R. : Ce numéro d'*Études rurales*, dont vous parlez, est quand même très ethnographique... Est-ce qu'aujourd'hui, un dossier aussi pointu et très éloigné de la ruralité, passerait avec succès l'étape du comité de rédaction ?

F. Z. : Oui, effectivement c'était plus entre nous, une cooptation qu'une véritable sollicitation. Mais avec les membres de la rédaction de l'époque on travaillait sur les mêmes sujets ou objets. On se connaissait tous et on partageait la même volonté de faire advenir une certaine ethnologie des sociétés complexes.

4. De 1962 à 2005, la revue publie quatre volumes par an, même s'il s'agit souvent de numéros doubles.

5. Voir l'article de B. Traimond dans ce même numéro.

Ce thème était intéressant au sein de la communauté disciplinaire et la revue était d'accord pour nous publier, donc on l'a publié.

L. R. : C'était significatif, à l'époque, de publier dans *Études rurales* ?

F. Z. : Oui ! Pour nous, oui. Il n'y avait pas beaucoup de revues généralistes. Il y avait *L'Homme* et *Ethnologie française* mais, celle-ci, était centrée sur la France dans ces années-là. Les autres revues d'anthropologie étaient orientées géographiquement : ainsi pour publier dans les *Cahiers d'études africaines*, il fallait être africaniste. *Terrain* est arrivé plus tard, dans les années 1980 et concernait les travaux issus de la Mission du patrimoine, ensuite il s'est ouvert plus largement. *L'Homme* était la principale revue d'anthropologie française dans laquelle il était important, professionnellement, de publier. *Études rurales* était plus interdisciplinaire et européenne, aussi pour nous anthropologues des sociétés « complexes », publier dans cette revue, dans *Les Annales* ou dans des revues de sociologie, ne nous a jamais posé de problèmes, au contraire ! Ces revues étaient intéressées par les thèmes et les objets sur lesquels nous, anthropologues, travaillions. Peut-être aussi que la localisation institutionnelle de la revue au LAS pesait symboliquement et incitait des ethnologues à y publier d'autant que nombre d'entre eux, d'abord « exotisants », sont venus travailler sur la France ou l'Europe.

L. R. : Avez-vous été confrontée sur certains textes à une incompréhension d'un évaluateur ou d'un lecteur appartenant à une autre discipline ?

F. Z. : Personnellement, lorsque je travaillais à la revue, je n'ai jamais rencontré de tels problèmes : s'il y avait des critiques sur les textes, on discutait entre l'auteur et les membres de la rédaction.

L. R. : Revenons sur ce numéro que vous avez coordonné avec Jean Jamin sur l'écriture de l'ethnographie. Y avait-il dans le comité de rédaction, à cette époque, des historiens, des géographes ?

F. Z. : Sans doute, mais l'accord obtenu de la part de la direction de la rédaction et l'aval de Chiva suffisaient... On ne leur avait pas demandé leur avis, certainement pas [rires]. Au demeurant, on n'avait jamais eu de retour disant : « comment avez-vous osé publier de tels articles ? ». Bien au contraire, ce numéro a plutôt été vu comme précurseur sur un thème peu étudié jusqu'alors : l'écriture de l'anthropologie et c'est pour cela qu'on voulait publier ce dossier qui certes, parlait d'ethnologie, mais s'ouvrait à d'autres disciplines comme la linguistique, la géographie ou l'histoire.

L. R. : 1996 est l'année où votre nom apparaît pour la dernière fois comme membre du comité de rédaction d'*Études rurales* et celle où vous prenez la rédaction en chef de *Gradhiva*. Quelles différences avez-vous observé entre ces deux revues que vous avez bien connues ?

F. Z. : La principale différence est que *Gradhiva* n'était pas une revue institutionnelle, même si maintenant elle l'est devenue puisque reprise par le musée du quai Branly. Il fallait donc trouver des financements autonomes pour l'éditer... Par ailleurs, c'était l'une des premières revues qui, en France, s'attachait à l'étude de l'histoire de l'anthropologie à partir de ses archives ou de ses objets déposés dans des musées ou en revisitant les grandes missions exploratrices de l'anthropologie, alors qu'*Études rurales* était ouverte sur l'actualité des sciences sociales.

L. R. : Quand vous êtes arrivée sur ces terrains proches, quelle a été la réaction des autres disciplines face à cette intrusion soudaine des anthropologues ?

F. Z. : Il est certain que les sociologues ou les folkloristes, pour ne parler que de ces deux disciplines, ne comprirent guère nos démarches de terrain qui relevaient avant tout de l'anthropologie classique... Dans les années 1970, les recherches menées sur la France étaient essentiellement orientées vers le monde rural ou les classes prolétaires, des groupes tous dominés, minimisés à l'époque dans la société française. Leur étude était alors prise en charge d'une part par les membres du musée national des Arts et Traditions populaires (MNATP) qui poursuivaient leur entreprise collectionneuse et folklorique des classes populaires et, de l'autre, par les sociologues qui eux s'attachaient à démontrer l'entrée dans la « modernité » de ces mêmes groupes sociaux. Entre ces deux perspectives, l'une attachée au passé, au traditionnel, l'autre tournée vers le présent et le devenir, vinrent s'insérer les ethnologues issus de ces laboratoires de recherche généralistes pour mener en France l'étude thématique ou monographique de communautés rurales ou de groupes urbains, selon les modèles méthodologiques et heuristiques proposées par l'anthropologie des lointains exotiques. On comprend que nos démarches ne furent guère acceptables ou compréhensibles ! La notion de « terrain de recherche » n'est pas la même dans ces diverses disciplines... Il a fallu un certain temps pour arriver à se comprendre et travailler en complémentarité...

L. R. : Donc, vous avez contribué à décloisonner les méthodologies...

F. Z. : Je pense qu'effectivement en publiant ces numéros un peu particuliers sur le texte ethnographique, sur la chasse ou la cueillette, *Études rurales* a joué un rôle important. On a montré non seulement aux anthropologues classiques, mais aussi aux chercheurs des autres disciplines, la place particulière

et les apports de l'approche anthropologique dans ces sociétés du proche, dites encore « complexes », européennes, occidentales appelons-les comme vous voulez. Les historiens s'attachaient alors à étudier des objets propres à l'anthropologie – comme la parenté – tandis que les géographes se penchaient sur des aspects patrimoniaux de la fabrication des paysages ruraux... Pour autant la symbiose ne se fit pas facilement ! Je me souviens de la réaction de Mariel Jean-Brunhes Delamarre, membre du MNATP, présente dans l'auditoire lors du premier exposé que je fis, le 10 décembre 1969, au séminaire de Claude Lévi-Strauss au Collège de France sur l'enquête « Minot ». Elle vint me trouver et me dit gentiment : « Cela se voit que vous n'avez pas été élevée à la campagne ! ». Évidemment nous n'avions ni répertorié les grands rituels traditionnels encore existants ni collectés les outils coutumiers de la vie paysanne, mais tenté à partir d'un terrain de longue durée, mené en interaction directe avec des interlocuteurs de terrain, de saisir leurs façons d'être et de faire ordinaires, trop connues, trop communes sans doute pour elle – et bien d'autres – au point qu'aucun chercheur du MNATP n'avait jamais eu le souci de les remarquer, les répertorier ni de les analyser ! Pourtant ce sont ces gestes itératifs, ces mots singuliers, ces pratiques inattendues, ces habitudes minuscules ou ces rituels anodins qui devinrent pour nous objets de recherches et sources de connaissances : ils constituèrent autant d'éléments ethnologiques comparables à ceux produits ailleurs, aux quatre coins du monde, démontrant ainsi leur comparabilité et leur généralité. Or ces représentations et perceptions n'étaient guère au programme des européenistes traditionnels tournés essentiellement vers une ethnographie d'urgence ou vers l'enrichissement des collections des musées voués à ces mondes populaires. Quant aux sociologues ruraux, ce sont justement ces spécificités résolument anthropologiques qu'ils nous reprocheront d'emprunter, arguant que nous utilisions telles quelles les méthodes ethnographiques pensées pour des sociétés différentes ce qui fait, insistaient-ils, que nous – les ethnologues – étions complètement en porte-à-faux par rapport à l'actualité de ces groupes sociaux en proie à une historicité que nous n'avions pas su saisir cédant, sans le savoir, aux sirènes du structuralisme.

L. R. : Est-ce que le fait d'être une chercheuse vous a octroyé plus de liberté que vos collègues masculins ?

F. Z. : Je ne crois pas que la question se soit posée en ces termes. Il s'est agi pour nous de prendre toute notre place dans la discipline anthropologique. Vers les années 1970, en anthropologie sociale, le « grand partage » régnait encore : les sociétés historiques « à écriture » n'entraient pas dans le champ classique des recherches anthropologiques. Or, sur ces sociétés lointaines, les chercheuses furent nombreuses et importantes, mais on affirmait alors qu'une véritable ethnographie ne pouvait s'entreprendre qu'à bonne distance

culturelle et géographique de soi. Ailleurs, l'anthropologie sociale n'existait pas... et la communauté disciplinaire en voulait pour preuve le fait que, au LAS comme dans d'autres laboratoires de recherche, ce champ d'études était laissé à des femmes ! C'est contre cette dévalorisation de nos travaux qu'il nous a fallu lutter. Par ailleurs, faire du terrain dans des sociétés proches ou lointaines en tant que chercheuse pose sans aucun doute de nombreux problèmes épistémologiques et réflexifs. Quand j'ai enquêté à l'usine de retraitements des déchets nucléaires de la Hague, je vous assure qu'être femme ne m'a pas aidée...

L. R. : Au sein du comité de rédaction d'*Études rurales*, il n'y en avait pas beaucoup des femmes... Au début, vous étiez même la seule. Cela se passait bien ?

F. Z. : Oui. J'ai peu de souvenirs de comités de rédaction, les réunions étaient plus informelles qu'aujourd'hui sans doute.

L. R. : Il y avait beaucoup de monde sur le papier, mais finalement, ce comité était composé d'une poignée de Parisiens, toujours les mêmes...

F. Z. : Les directeurs fondateurs de la revue — Duby, Faucher — n'assistaient pas aux réunions de la rédaction. Le comité de rédaction devait compter, pour montrer son assise internationale, des personnalités étrangères mais qui ne venaient jamais. On était peu nombreux et on se connaissait tous. Alors, c'est vrai que c'était très parisien. Puis, progressivement, il y a eu une ouverture avec la mise en place de chaires d'anthropologie de la France dans les universités de province ou la création d'institutions de recherches sur la France à Toulouse, à Bordeaux, à Aix-en-Provence et la mise en place de la Mission du patrimoine. Au départ, c'était un petit comité parisien qui, peu à peu, s'est ouvert régionalement.

L. R. : Vous aviez quelle image d'*Études rurales* quand vous avez commencé à y travailler ?

F. Z. : Aucune idée. Moi, je suis entrée au laboratoire en 1963-1964. La revue venait de commencer. On appréciait de pouvoir travailler dans cette ambiance institutionnelle qui soutenait nos efforts éditoriaux et nos travaux de recherches. Le laboratoire était un lieu de rencontre et de discussions entre chercheurs « exotisants » et européenistes où se développait une certaine façon d'écrire l'anthropologie sociale de toutes les cultures.

L. R. : Quel type de rédacteur en chef était Chiva ?

F. Z. : Il faisait tout. Il m'est difficile de parler de lui car des liens particuliers existaient entre nous puisque nous avons des origines ethniques communes

ce dont, au demeurant, nous ne parlions jamais ! Chiva était un homme avec lequel travailler était facile et agréable. C'était un organisateur, un inventeur institutionnel de la recherche, plus qu'un homme de terrain. Ce sont ces qualités qui permettent de comprendre pourquoi il a accepté de participer à la fabrication de la revue et qu'il a porté des années durant alors qu'il assumait, dans le même temps, la sous-direction du laboratoire. C'était un formidable administrateur de la recherche, s'impliquant dans des institutions qui, pensait-il, permettaient de promouvoir l'anthropologie des sociétés complexes.

L. R. : Si on récapitule votre contribution à la revue, comme secrétaire de rédaction, auteur⁶ et membre du comité de rédaction, cela concerne 110 numéros sur une période de 27 ans...

F. Z. : Oui, mais il est vrai qu'aujourd'hui je suis très loin de la revue, même si je suis entrée au laboratoire grâce à elle. En fait, progressivement je m'en suis écartée pour m'impliquer plus dans la recherche ou l'enseignement que dans l'édition.

L. R. : Quand vous dites que vous êtes très loin de la revue maintenant, vous voulez dire très loin des thèmes qu'elle traite...

F. Z. : Il m'apparaît que l'accent a été mis sur le concept de « ruralité ». Ce sont des orientations nouvelles qui sont moins en adéquation avec les travaux de recherches que je mène. J'ai orienté mes travaux vers des objets d'études qui ne s'inscrivaient plus exactement dans cette ruralité, comme le risque nucléaire ou les nouvelles formes de parenté qu'implique la procréation médicalement assistée ou l'adoption internationale. L'orientation prise dans les dernières décennies par la revue se manifeste par le traitement de sujets beaucoup plus en lien avec la terre, l'agriculteur, le paysage.

L. R. : Aujourd'hui, la plupart des travaux de recherches dépendent de financements sur projet et les chercheurs proposent soit des dossiers, soit des articles de travaux financés par les ANR, par Branly ou autres et ils ne bénéficient pas forcément de la liberté qu'il pouvait y avoir à l'époque... La recherche est aujourd'hui très codifiée, très encadrée...

F. Z. : Ce que vous dites est juste. La recherche est effectivement beaucoup plus encadrée qu'elle ne l'était autrefois. Même pour Minot, qui s'inscrit dans une recherche coopérative sur programme, on avait décidé de publier tout de suite nos résultats sans demander l'aval du directeur de la RCP. Cette liberté-là

6. Voir les articles publiés dans la revue [Zonabend 1970, 1972, 1973, 1984, 1985] et le numéro coordonné avec J. Jamin [1985].

fut possible grâce au financement de nos missions par le laboratoire qui nous permettait de ne plus rien avoir à demander à la RCP. De plus, nous avons l'opportunité de publier nos textes où nous le souhaitions : dans les revues du laboratoire ou ailleurs chez d'autres éditeurs. Tandis que toutes les recherches actuelles (ANR et autres) sont souvent pilotées et dirigées par un comité scientifique qui peut imposer de relire les textes avant qu'ils soient publiés... Nous avons échappé à ces contraintes. Le chercheur doit être autonome depuis la collecte de ses données sur le terrain jusqu'à leur analyse et leur publication. Maintenant les budgets des laboratoires dédiés à la recherche sont moins souples, de plus les chercheurs doivent souvent chercher des financements extérieurs qui les enchaînent en quelque sorte...

L. R. : Si vous deviez, aujourd'hui, proposer un dossier dans *Études rurales* ?

F. Z. : Cela m'est difficile de répondre à cette question parce que je suis à la retraite depuis longtemps et même si je continue à travailler, je m'attache à des aspects quelque peu singuliers de l'anthropologie comme la place et le rôle des femmes dans l'avènement de l'anthropologie du proche, ou encore sur les questions réflexives et épistémologiques que posent les archives d'un chercheur. En quelque sorte je « revisite », à partir de ces archives et de ma mémoire ce que fut mon itinéraire professionnel : est-ce que ce type de réflexion intéresse la revue ?

Bibliographie

- BURGUIÈRE, André et al. (dir.),** 1986, *Histoire de la famille* (2 vol.). Paris, Armand Colin.
- GARDIN, Jean-Claude,** 1960, « Les Human Relations Area Files et la Mécanographie dans la documentation ethnographique », *Cahiers d'études africaines* 3 (1) : 150-151.
- JOLAS Tina, et al.,** 1990, *Une campagne voisine : Minot, un village bourguignon*. Paris, Maison des sciences de l'homme (« Ethnologie de la France »).
- SEGALÉN, Martine,** 2002, « Mariel Jean-Brunhes Delamarre (1905-2001). Une œuvre entre géographie et ethnologie », *Ethnologie française* 2002 (3) : 529-539.
- ZONABEND, Françoise,** 1970 « Ch. Pelras, Goulien, commune rurale du Cap Sizun (Finistère), étude d'ethnologie globale », *Études rurales* 40 (1) : 135-136.
- 1973, « Les morts et les vivants. Le cimetière de Minot en Châtillonnais », *Études rurales* 52 : 7-23.
- 1984, « Une perspective infinie. La mer, le rivage et la terre à la Hague (presqu'île du Cotentin) », *Études rurales* 93-94 : 163-178. — 1985, « Du texte au prétexte. La monographie dans le domaine européen », *Études rurales* 97-98 : 33-38.
- ZONABEND, Françoise et Simone DREYFUS-GAMEON,** 1972, « Formation à la recherche anthropologique », *Études rurales* 48 : 148-154.
- ZONABEND, Françoise et Jean JAMIN,** 1985, « Avant-propos », *Études rurales* 97-98 : 9-12.